



Prévenir les conflits fonciers émergents à Yoko et Nanga-Eboko : restaurer la confiance et sécuriser les droits fonciers

Rédigé par :

ATANGANE MBANG Delor Michel, TAPIMALI Diane, ENGAMBA Giovanni,
NGOUBE NGOUBE Edith Christian, TIDO Cladelle



Résumé exécutif

Cette brochure examine sommairement les conflits fonciers émergents ou latents dans les arrondissements de Yoko et de Nanga-Eboko (Centre, Cameroun). Ces tensions, bien que souvent silencieuses, traduisent un malaise profond entre les communautés locales (au sein des familles ou entre familles), entre les communautés autochtones et les migrants installés définitivement ou provisoirement, entre les communautés locales et les investisseurs privés ou l'État. Fondée sur des analyses participatives et des enquêtes de terrain, cette brochure identifie les causes structurelles et les manifestations concrètes, tout en formulant des recommandations pratiques pour prévenir l'escalade des tensions, restaurer la confiance et renforcer la cohésion sociale.

1. Contexte et Justification

Les territoires de Yoko et Nanga-Eboko font face à une pression foncière croissante liée entre autres au bradage des terres, à l'expansion agricole, à l'arrivée d'acquéreurs extérieurs (élites urbaines, investisseurs, migrants agricoles), aux projets étatiques (UFA, forêts communales, infrastructures) rendant parfois la terre indisponible, dont le plus récent est le projet Plaine Centrale à Yoko. Ces dynamiques entraînent progressivement une réduction de l'espace vital des communautés locales qui, dans certaines localités, ont le sentiment illusoire de disposer de terres à perte de vue, sans pour autant avoir consulté la mappe foncière. Il y a urgence à ce que toutes ces réalités qui se présentent comme des sons de cloche soient révélées aux communautés et aux autorités, afin qu'elles prennent conscience non seulement des défis fonciers majeurs qui sont les leurs, mais surtout des conflits fonciers qui pourraient en résulter à la longue.

2. Méthodologie

L'analyse repose sur une approche qualitative, exploratoire et participative, mobilisant les outils de la Méthode Accélérée de Recherche Participative (MARP).

- Les principaux outils utilisés sont :
 - **Les différentes cartographies participatives** qui ont permis non seulement d'identifier les espaces cédés, réservés ou disputés, mais aussi de visualiser la contraction progressive des terroirs villageois et ainsi de mettre en évidence les zones de tension symbolique (forêts sacrées, sites rituels, anciens parcours communautaires).
 - **Les interviews semi-directives** menées auprès des communautés locales, des autorités traditionnelles, des différents acquéreurs fonciers et d'autres acteurs institutionnels. Ceci a permis de documenter les récits des transactions foncières, les perceptions d'équité, ainsi que les sentiments de regret, d'injustice et de défiance chez les acteurs.
 - **Les focus groups** de discussion collective au sein des communautés ont permis de procéder à une triangulation des informations collectées, d'identifier les discours récurrents et de déceler des tensions latentes rarement exprimées dans les cadres formels.

3. Signaux d'alerte observés

Les signaux observés sont immatériels et se traduisent généralement par un sentiment de dépossession et des regrets, souvent transmis d'une génération à la suivante, qui a l'impression de s'être vu privé de ce qui aurait dû lui revenir en héritage foncier. Il y a également la rupture du pacte d'hospitalité, généralement non écrit, entre les communautés autochtones et les migrants, en raison de la perte, par les chefs et les notables, du contrôle coutumier des terres au profit du droit foncier positif. Cela fait que les acquéreurs, perçus au début comme des opportunités et des facteurs de développement, sont désormais perçus comme des opportunistes et des menaces pour l'équilibre social, foncier et communautaire.

4. Causes structurelles

4.1 Causes internes aux communautés:

- Cessions impulsives des terres pour répondre à des besoins immédiats au mépris de législation
- Inculture et ignorance de la valeur réelle de la terre
- Faible mise en valeur des terres par les communautés autochtones
- Rôle confus et ambigu de certaines élites locales qui semblent plutôt être devenues des facilitateurs des ventes de terres depuis l'extérieur.

4.2 Causes liées aux acquéreurs extérieurs:

- Logiques de prédation et d'accaparement progressif partout où les populations sont ignorantes

- Sécurisation foncière exclusive à l'encontre des communautés autochtones (clôtures, gardiens, restrictions d'accès)
- Faibles retombées économiques locales malgré les promesses formulées au bénéfice des communautés autochtones.

4.3 Causes institutionnelles:

- Absence de cadastre villageois ni de plans villageois d'occupation des sols
- Encadrement administratif insuffisant ou déconnecté des transactions foncières
- Faiblesse des mécanismes locaux de médiation foncière
- Faible consultation des populations dans les processus de mise à disposition des terres (enregistrement par voie de concessions).

4.4 Causes socioculturelles:

- Choc entre droit coutumier et droit foncier formel
- Disparition des forêts sacrées, des sites rituels et des zones communautaires.

5. Manifestations concrètes

Les tensions se manifestent par une hostilité croissante envers les acquéreurs fonciers extérieurs, les éleveurs transhumants un peu plus nombreux chaque année, l'organisation des ventes de coupe illégales au sein de l'UFA (ou en dehors), des contestations de concessions foncières établies, des destructions de plantations, des menaces verbales ou physiques, un repli identitaire et une dégradation progressive de la cohésion sociale.





6. Risques et conséquences

Au fil du temps, ces dynamiques risquent de provoquer des conflits ouverts, un recul ou un rejet de l'acceptabilité sociale des transhumants. Cela pourrait entraîner une escalade des conflits agropastoraux, la perte irréversible du patrimoine foncier communautaire, un environnement peu propice aux investissements responsables et un affaiblissement durable des autorités traditionnelles.

7. Pourquoi agir maintenant ?

Les conflits ouverts sont souvent précédés de longues phases de latence durant lesquelles les frustrations s'accumulent. Agir maintenant permettrait de prévenir l'escalade, de restaurer la confiance entre les acteurs, de sécuriser les investissements et de préserver la cohésion sociale locale.

8. Recommandations opérationnelles

8.1 Pour les communautés locales :

- Sensibiliser les communautés sur le recul de la paix sociale dû au bradage des terres sous toutes ses formes, et, sur les conséquences à long terme de la dilapidation du patrimoine foncier familial

- Renforcer l'éducation des communautés sur les différentes options de sécurisation des terres et sur les opportunités créées par la transhumance
- Mettre en place des cadres permanents de dialogue représentatifs des différents acteurs pouvant influencer ces dynamiques au niveau local
- Créer des comités locaux de gestion foncière.
- Élaborer des chartes foncières villageoises consensuelles.

8.2 Pour l'administration territoriale:

- Délimiter officiellement et de manière participative les terroirs villageois
- Encadrer les transactions foncières avec un appui administratif renforcé
- Mettre en place des commissions locales de médiation foncière.

8.3 Pour la société civile et les partenaires au développement :

- Soutenir le fonctionnement des observatoires locaux du foncier à Yoko et Nanga-Eboko
- Sensibiliser sur les risques du bradage des terres et autres phénomènes porteurs de germe de conflits
- Appuyer les initiatives communautaires durables.





Conclusion

Les conflits fonciers émergents à Yoko et Nanga-Eboko constituent un signal d'alerte majeur. Une réponse concertée, territorialisée et préventive est indispensable pour restaurer la confiance, sécuriser équitablement les droits fonciers et préserver la cohésion sociale.

Bibliographie Sélective

- Wily, L. (2011) — The status of customary land tenure in Cameroon
- GIZ — ProPFR (2023–2025) — Responsible Land Policy in Cameroon
- Grislain et al. (2023) — Les observatoires fonciers en Afrique
- Odusola, A.F. (2014) — Land Grab in Africa
- Tinyade Kachika / Oxfam — Land Grabbing in Africa
- Stein, H. (2015) — Land Grabbing and Formalization in Africa
- CED — Documentation projets ProPFR, <https://cedcameroun.org/projets/giz-pro-pfr/>
- Thaler (2013) / TNI — Land Grabbing and Social Conflict in Africa
- CIFOR / Assembe-Mvondo (2014) — Legal ownership status of national lands in Cameroon
- LandCam — Revue initiatives sécurisation tenure

